



SOCIÉTÉ

Le service national universel lance son recrutement

Cette année, 30 000 jeunes volontaires de 16 ans seront formés. Le dispositif devrait concerner l'ensemble d'une classe d'âge dès 2024.

CAROLINE BEYER [@BeyerCaroline](#)

ENGAGEMENT C'est sur le campus de l'École polytechnique que Gabriel Attal, secrétaire d'État en charge de la Jeunesse, et Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées, ont lancé, lundi, le coup d'envoi de la campagne de recrutement des 30 000 jeunes volontaires du service national universel (SNU) 2020. Le campus de Palaiseau accueillera cette année le centre SNU du département de l'Essonne, où arriveront en juin prochain de jeunes engagés de 16 ans pour leur « séjour de cohésion » de 15 jours. Les élèves ingénieurs de l'X seront appelés à participer à leur encadrement. « *Nous sommes convaincus du double intérêt de faire se rencontrer les jeunes et les futurs cadres de l'État, pour les uns et les autres, comme pour la cohésion de la nation* », a expliqué Gabriel Attal dans une interview à *Ouest France*.

Lancé en 2019, avec 2 000 volontaires, dans 13 départements pilotes, le SNU, ce dispositif vendu pendant la campagne présidentielle par Emmanuel Macron, pour renforcer la cohésion républicaine et encourager l'engagement, monte en puissance. En 2022, un jeune de 16 ans sur quatre sera concerné. « *La généralisation était envisagée initialement pour 2026, mais nous espérons être en mesure d'anti-*

ciper cette date de deux ans », a fait valoir le secrétaire d'État à la Jeunesse. En 2024,

donc, l'ensemble d'une classe d'âge pourrait être concerné - avec un coût annoncé de 1 à 1,5 milliard par an. Dès 2021, il pourrait devenir obligatoire, avec les problèmes d'objection de conscience qui pourraient alors se poser.

Pour l'heure, dans sa phase de lancement, le dispositif est perçu très positivement. Selon un sondage récent réalisé pour le service d'information du gouvernement, 87 % des Français y sont favorables. « *Je sens une vraie attente de la société. Les jeunes sont en quête de sens, de rites de passage* », estime Gabriel Attal. Armée, gendarmerie, police, sapeurs-pompiers... Parmi les participants à l'édition 2019 du SNU, beaucoup évoquaient leur envie de faire carrière, ensuite, dans les métiers de la sécurité militaire et civile. Vendredi, au centre incendie et secours de Maubeuge (59), où le secrétaire d'État chargé de la Jeunesse était en déplacement, c'est cette même appétence pour l'armée ou la gendarmerie qu'évoquait la quinzaine de jeunes passés par le SNU l'an dernier. « *Ils auraient voulu un dispositif plus militaire* », expliquent des parents présents. Et plus de sport aussi. Mais entre les jeunes qui s'attendent à un service militaire revisité et les autres, « *il faut trouver un juste milieu* », explique Gabriel Attal.

Cette année, les adeptes du parcours du combattant seront satisfaits. Lors du



stage de cohésion, des activités physiques suivront le lever des couleurs et l'hymne national. Au cours de ces 15 jours en internat, les jeunes engagés suivront, comme l'an dernier, des ateliers allant de la défense à la citoyenneté, en passant par l'écologie, la formation aux premiers secours ou encore des courses d'orientation. Et comme l'année dernière, ils seront encadrés par des personnels venant à la fois de l'armée, de l'éducation nationale et du monde de l'éducation populaire. Outre ce stage, le SNU comprend aussi une mission d'intérêt général de deux semaines, obligatoire, à effectuer au sein d'une association ou d'une structure publique. ■



Pas moins de deux secrétaires d'État, Geneviève Darrieussecq et Gabriel Attal, pour lancer la campagne de recrutement des jeunes volontaires du Service national universel (SNU), lundi à Palaiseau (Essonne). FRÉDÉRIC PITCHAL/DIVERGENCE